

EMPRUNT OBLIGATAIRE NATIONAL

Black-out à un mois de la clôture de l'opération

A un mois de la clôture de l'emprunt national pour la croissance économique, le gouvernement ne fait plus rien pour séduire les souscripteurs. La communication officielle s'est pratiquement arrêtée avec l'éviction de Benkhalfa en juin dernier.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) fait le forcing auprès de ses membres pour les amener à respecter les engagements pris lors de la fameuse soirée du 28 juin dernier et qui a vu l'organisation d'annoncer la collecte de 152 milliards de DA (1,5 milliard de dollars). Or, jusque-là les membres qui se sont engagés à souscrire à cet emprunt n'ont toujours pas concrétisé leurs engagements ou n'ont souscrit que pour de petits montants. Tout l'intérêt de l'opinion publique porte, désormais, sur le résultat de cette opération de séduction lancée par le FCE et le débat tourne autour des bribes d'informations qui filtrent de la proximité immédiate de l'organisation.

Or, officiellement, la campagne non-stop de promotion qui a accompagné cette opération depuis son lancement au mois d'avril s'est arrêtée net pratique-

ment avec l'éviction de l'ancien ministre des Finances Abderrahmane Benkhalfa à l'issue du remaniement ministériel du 11 juin. Entourée déjà du secret – le gouvernement s'est jusque-là réservé de révéler le montant qu'il s'est fixé comme objectif –, l'opération, qui a bénéficié d'une véritable campagne de publicité, ne fait même plus l'objet de communication officielle. Et, on est loin du battage médiatique qui l'a entourée au début où l'ancien ministre des Finances ne rate aucune occasion pour appeler les épargnants à contribuer à sa réussite.

En effet, à défaut de pouvoir convaincre les souscripteurs et susciter l'engouement populaire pour cet emprunt, le gouvernement a laissé la place au FCE qui s'est chargé de collecter l'épargne dans une tentative de sauver l'opération. Mais, l'organisation patronale qui a rameuté ses adhérents pour réussir l'opération n'a



Le montant que le gouvernement souhaite lever maintenu secret.

pas pu non plus les amener à mettre la main à la poche. Passée l'excitation suscitée par de la soirée de mobilisation organisée à l'hôtel El Aurassi le 28 juin et qui a vu les membres de l'organisation ainsi que les entreprises publiques et l'Union générale des

travailleurs algériens (UGTA) s'engager à miser 152 milliards de DA dans la cagnotte, le résultat de cette quête tarde à être communiqué. Et pour cause, beaucoup parmi ceux qui se sont engagés à souscrire ont fait machine arrière. D'autres ont souscrit pour des

montants nettement inférieurs à leurs engagements initiaux. L'on susurre du côté de FCE où les membres de l'organisation sont relancés quasi-quotidiennement par rapport à leurs engagements, que ce qui a été réellement collecté à ce jour, soit deux mois et demi après «la soirée de mobilisation», n'ont pas dépassé les 15% du montant annoncé. Sachant que les privés agglomérés au sein du FCE se sont engagés à souscrire à peine pour 27 milliards de DA. Le gros des souscriptions annoncées en ce 28 juin étant constitué des souscriptions des entreprises publiques, des établissements financiers publics et de l'UGTA qui ont misé respectivement 55, 45 et 25 milliards de DA.

En tout cas, si on n'a jamais communiqué le montant qu'il souhaite lever pour ne pas avoir à justifier un échec — il s'élève à l'équivalent de quelque dix milliards de dollars selon certaines sources —, son refroidissement du gouvernement ne dissiperait pas le scepticisme déjà perceptible chez les épargnants qui n'ont jamais vraiment adhéré à la démarche.

L. H.

RENCONTRE INFORMELLE GOUVERNEMENT-UGTA-FCE

Sellal s'engage à lutter contre la bureaucratie économique

Si aucun communiqué officiel n'a sanctionné la réunion informelle qui a eu lieu avant-hier au palais du gouvernement entre le Premier ministre, le secrétaire général de l'UGTA et le président du FCE, il n'en demeure pas moins que les discussions entre les trois partenaires étaient denses. Le FCE a revendiqué la levée du «blocage administratif», alors que l'UGTA a plaidé «pour un réel investissement dans le secteur public économique».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors de son intervention, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a réitéré son engagement pour «redonner à l'économie nationale tous les moyens pour sa relance». C'est dans ce cadre qu'il a réitéré l'engagement de son gouvernement «pour lever tous les blocages et autres entraves jusque-là enregistrés et recensés et qui sont à l'origine de la non-application des différentes recommandations ayant sanctionné les travaux de la dernière tripartite».

Une tripartite lors de laquelle il a été mis sur orbite les contours du nouveau modèle économique, d'où les propos réitérés par le Premier ministre devant ses partenaires, en déclarant de nouveau que «les grandes lignes du nouveau modèle de croissance économique qui vise l'émergence d'une base productive et industrielle moderne et compétitive tout en préservant la justice sociale».

Pour rappel, lors de son intervention devant les participants à la dernière tripartite, le Premier ministre avait expliqué que ce nouveau modèle permettait une approche «claire et consensuelle» jusqu'en 2019, avec des perspectives à l'horizon 2030, tout en relevant que les richesses naturelles ne pourront plus, à l'avenir, garantir

la pérennité du modèle politique et social actuel de l'Algérie. «Il nous faut donc aller chercher la croissance ailleurs, c'est-à-dire dans la sphère économique réelle, là où l'entreprise, publique ou privée, est

la clé de voûte», a-t-il souligné. Ainsi et à en croire des sources sûres, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a pris l'engagement de «mettre fin à la bureaucratie administrative économique», d'où la «décision de lever tous les blocages». «L'autorité économique reviendra à l'entreprise», nous a confié une source ayant pris part à cette rencontre informelle.

L'autre importante mesure prise lors de cette rencontre est celle relative à la relance du partenariat public-privé en donnant une large priorité à la production nationale. A

ce propos, notre source nous fait savoir que des mesures en faveur de la production nationale seront annoncées dans les prochains jours. «La symbiose est désormais totale et l'éveil est également réel», ajoute-t-on.

Lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale, la vice-présidente du FCE, Nacera Haddad a souligné «qu'aujourd'hui, l'Etat ne peut pas continuer à renflouer les caisses des entreprises publiques et il ne peut pas continuer avec la même gouvernance». Car l'objectif de redonner de la performance au

secteur public, passe par «le partenariat privé-public».

Pour sa part Ahmed Tibaoui, membre du FCE, dira que «la situation actuelle ne permet pas de perdre du temps et les autorités sont appelées à lever toutes les entraves administratives pour les investissements». De son côté, Mehdi Bendimerad, vice-président du FCE a considéré que le pays a besoin de plus de rapidité dans la croissance et les blocages auxquels font face les investisseurs ne permettent pas de suivre le rythme».

A. B.

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Le FCE pointe du doigt des «pannes» administratives

Les lenteurs administratives et la bureaucratie continuent à constituer les principales entraves pour les opérations économiques. Pour la vice-présidente du FCE (Forum des chefs d'entreprises), la mise en œuvre des décisions politiques et économiques prises par le gouvernement se heurte à des «pannes» administratives.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Intervenant jeudi dernier sur les ondes de la radio Chaîne III, M^{me} Nacera Haddad affirme que la réunion du président du FCE avec le Premier ministre, le secrétaire général de l'UGTA et le représentant de la BEF est une simple rencontre de travail.

«C'est une rencontre de travail entre des acteurs qui ont besoin régulièrement de poursuivre le dialogue et un partenariat de proximité pour faire face aux situations qu'exige le contexte économique national et international», précise-t-elle.

Selon la vice-présidente du FCE, il ne s'agit point de revendications mais plutôt d'échanges et de transmettre le «vécu» et le «message» des opérateurs afin, dit-elle, «de pouvoir exploiter toutes les opportunités qu'offre aujourd'hui le gouvernement et donner un contenu réel au partenariat entre les partenaires sociaux et le gouvernement notamment dans le cadre du partenariat public-privé».

D'ailleurs, poursuit-elle, le partenariat public-privé est l'une des opportunités à saisir pour construire et accélérer les réformes décidées

par le gouvernement. Des réformes qui, souligne-t-elle, «tardent à trouver une application effective avec des résultats probants».

L'invitée de la radio assure que toutes les opportunités qui peuvent s'offrir au partenariat entre le secteur public et le secteur privé et qui répondent aux intérêts stratégiques des opérateurs et aux intérêts économiques majeurs de l'Algérie seront saisies. Des partenariats dans lesquels il sera question, selon elle, de préserver l'emploi, de créer de nouveaux postes d'emploi et de construire de la compétitivité.

Seulement, M^{me} Nacera Haddad déplore la lenteur administrative dans la mise en œuvre des décisions politiques prises par le gouvernement. «Nous constatons qu'il y a une panne dans l'administration.»

Pour elle, c'est l'instrumentation de la mise en œuvre qui pose

problème. «Aujourd'hui, nous devons travailler ensemble sur les plans d'action pour la mise en œuvre des décisions du gouvernement. Nous ne pouvons pas aller vers la relance de la croissance et le redressement de notre économie sans que les mesures prises par le gouvernement ne soient accompagnées par une dynamique économique locale très forte et doter en priorité les autorités locales des prérogatives qui vont leur permettre de mettre en œuvre la mission économique octroyée par le gouvernement en matière de dynamique économique locale», préconise-t-elle.

Elle plaide aussi pour la «réintégration» des contrats d'objectif et des contrats de gestion au sein de l'administration particulièrement l'administration économique.

Ry. N.